

## RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

### à l'interpellation Julien Eggenberger et consorts - Assurer le respect des droits humains des personnes migrantes et interroger les renvois vers la Croatie (25\_INT\_15)

#### **Rappel de l'intervention parlementaire**

Plusieurs associations, dont l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Solidarité sans frontières, Stop Dublin Croatie et Médecins Action Santé Migrants, ont récemment documenté des cas de renvois, notamment vers la Croatie, dans le cadre des accords de Dublin. Ces témoignages mettent en lumière des problèmes liés au suivi des soins, aux conditions de renvoi et à la situation sur place. Malgré plusieurs interventions parlementaires – parmi les plus récentes : l'interpellation de Carine Carvalho<sup>[1]</sup>, ou la question orale de Joëlle Minacci<sup>[2]</sup> – la situation ne semble pas s'améliorer.

Le rapport intitulé « Spirale de la violence – Dublin et la situation en Croatie » publié en 2023 par Solidarité sans frontières<sup>[3]</sup> révèle des abus graves, dont des traitements inhumains et dégradants infligés aux personnes migrantes renvoyées en Croatie. Ces violences, combinées à des refoulements illégaux et des conditions d'insécurité, causent des traumatismes psychologiques et aggravent l'état de santé physique des personnes concernées. Différentes analyses de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)<sup>[4]</sup> démontrent les pratiques illégales des autorités croates (renvois illégaux, usage de la force contre les personnes en quête de protection,...). Dès lors, la pratique actuelle des autorités suisses en matière d'asile est aussi critiquable et elles devraient renoncer aux transferts vers la Croatie, en particulier lorsqu'un suivi médical est requis.

Un récent reportage de Camille Craft pour Blick.ch<sup>[5]</sup> confirme l'actualité de ces critiques. L'article illustre notamment les lacunes en matière de continuité des soins : une fillette gravement malade a été renvoyée en Croatie alors qu'elle avait un rendez-vous médical essentiel prévu le lendemain de son arrestation. Son reportage relate concrètement en quoi les conditions de suivi sanitaire en Croatie ne permettent pas la continuité des soins. De plus, le reportage met en lumière la pratique controversée des interventions nocturnes de la police cantonale, une approche qui soulève des questions sur le respect des principes de proportionnalité et sur l'impact traumatique pour les enfants concernés.

Les personnes migrantes accueillies dans notre canton ont souvent vécu des parcours migratoires éprouvants sur les plans physique et psychologique. Lorsqu'elles sont renvoyées, leur suivi médical et psychologique est souvent interrompu de manière brutale, les exposant à des risques accrus pour leur santé. Or, il semble que l'évaluation de leur état de santé avant le renvoi se limite aux seules conditions de transport, sans garantir la continuité des soins dans le pays de destination. Des lacunes importantes dans la transmission des informations médicales entre les professionnel-le-s de santé et les autorités semblent également être constatées, incluant des omissions concernant des rendez-vous médicaux déjà planifiés.

Le Conseil d'État a expliqué, dans le cadre de l'examen d'une motion Hadrien Buclin<sup>[6]</sup>, que les autorités doivent disposer de toutes les informations pertinentes pour évaluer l'exécutabilité d'un renvoi. Or, dans le cas cité en exemple, plusieurs informations essentielles n'ont pas été transmises, compromettant ainsi l'évaluation, respectivement la continuité des soins après renvoi. L'article 46 de la Loi fédérale sur l'asile (LAsi) désigne le canton territorialement compétent comme responsable des renvois, même pour les personnes hébergées dans les centres fédéraux. L'article 64d de la Loi fédérale sur les étrangers (LEI) exige la prise en compte des problèmes de santé dans l'examen de l'exécutabilité d'un renvoi. Le Service de la population (SPOP) indique, dans l'article du Blick.ch, qu'il « veille systématiquement à clarifier l'état de santé des personnes avant d'organiser leur départ. » Cependant, seul le médecin évaluateur mandaté par le Secrétariat d'état aux migrations (SEM) « peut juger et décider de l'aptitude au voyage des personnes et des conditions dans lesquelles il peut être organisé sur le plan sanitaire. (...) Le SPOP n'a en effet aucune compétence médicale ou légale pour évaluer si les personnes sont

*aptes à voyager et n'est pas habilité au secret médical. (...) il appartient au SEM d'informer le pays de destination des éventuels besoins médicaux des personnes. » Les cas relevés démontrent une coordination déficiente.*

*Parallèlement, le mandat confié à OSEARA SA, qui consiste à évaluer l'aptitude au transport et à fournir un accompagnement médical, soulève des interrogations. Il n'est pas évident de comprendre comment la continuité des soins dans le pays de renvoi est évaluée. En outre, le Tages Anzeiger<sup>[7]</sup> a relevé le potentiel conflit d'intérêts lié au fait que cette entreprise pourrait être incitée à déclarer les personnes aptes au renvoi, étant ensuite rémunérée pour l'accompagnement médical pendant le vol.*

*Au vu de ces éléments, et afin de garantir la responsabilité des autorités cantonales et fédérales dans la protection de la santé des personnes migrantes, nous interpellons le Conseil d'État sur les points suivants :*

- 1. Quelle procédure exacte l'administration suit-elle pour s'assurer qu'aucun problème de santé ne s'oppose à un renvoi ?*
- 2. Au vu des critiques concernant l'entreprise OSEARA SA et des éléments inquiétants rendus publics par les associations, le Conseil d'Etat est-il en mesure d'assurer que l'avis du médecin traitant sera entendu et que toutes les informations pertinentes (état de santé, rendez-vous médicaux planifiés, etc.) sont transmises aux autorités compétentes avant décision, avant exécution du renvoi puis aux autorités étrangères en lien avec le suivi après exécution du renvoi ?*
- 3. Les services cantonaux interviennent-ils en demandant un réexamen lorsque les informations en leur possession (ou en possession de la société qu'ils ont mandatée) confirment qu'un renvoi serait problématique du point de vue de la santé, soit dans l'exécution, soit dans la continuité des soins une fois dans le pays de destination ?*
- 4. Le Conseil d'État peut-il indiquer le nombre de renvois nocturnes effectués ces cinq dernières années et le nombre de situations ayant concerné des enfants de moins de 16 ans ?*
- 5. Existe-t-il une coordination avec les autorités du pays de destination, notamment la Croatie, pour garantir la continuité des soins nécessaires ?*
- 6. Le Conseil d'État a-t-il interpellé la Confédération au sujet des risques sanitaires liés aux renvois Dublin, en particulier vers des pays où l'accès aux soins est limité ?*
- 7. Envisage-t-il de demander la suspension des renvois vers des pays où il est impossible de garantir un accès adéquat aux soins médicaux et psychologiques ?*

<sup>[1]</sup> <https://www.vd.ch/gc/seances-du-grand-conseil/point-seance/point/1a1f18c2-0d2c-4763-8be9-596ce4aac8bf/meeting/1013645>

<sup>[2]</sup> <https://www.vd.ch/gc/seances-du-grand-conseil/point-seance/point/c01ce440-9baf-4fcd-96f8-f740c7ec32e8/meeting/1026875>

<sup>[3]</sup> [https://asile.ch/wp-content/uploads/2023/06/230628\\_Sosf\\_DublinKroatien\\_Spirale-de-la-violence\\_FRZ\\_WEB.pdf](https://asile.ch/wp-content/uploads/2023/06/230628_Sosf_DublinKroatien_Spirale-de-la-violence_FRZ_WEB.pdf)

<sup>[4]</sup> <https://www.osar.ch/publications/news-et-recits/analyse-juridique-sur-la-croatie-losar-porte-un-regard-critique-sur-la-pratique-actuelle-de-la-suisse>

<sup>[5]</sup> <https://www.blick.ch/fr/suisse/le-recit-dune-famille-debutee-gravement-malade-cette-fille-a-ete-renvoyee-par-la-suisse-dans-un-centre-sordide-en-croatie-id20512172.html>

<sup>[6]</sup> [https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2022-2027/23\\_MOT\\_14\\_RCmaj.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2022-2027/23_MOT_14_RCmaj.pdf)

<sup>[7]</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/aerzte-ohne-noetige-qualifikation-begleiten-ausschaffungsfluege-982822675621>

## Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle que la procédure d'asile relève de la compétence exclusive des autorités fédérales, à savoir du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et du Tribunal administratif fédéral (TAF) en sa qualité d'instance de recours, conformément à l'article 6a, alinéa premier de la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi ; RS 142.31) qui prévoit que : « *le SEM décide de l'octroi ou du refus de l'asile, ainsi que du renvoi d'un requérant de Suisse* ».

De plus, selon l'article 44 LAsi, lorsque le SEM prononce une décision de renvoi, il est tenu d'examiner si l'exécution dudit renvoi est possible, licite ou raisonnablement exigible en application de l'article 83 de la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers et l'intégration (LEI ; RS 142.20). S'il conclut que l'une de ces trois conditions s'oppose à l'exécution du renvoi, le SEM prononce alors une admission provisoire.

Dans le cadre d'un transfert vers un Etat partie aux accords de Dublin, si le SEM estime que ledit transfert est illicite ou raisonnablement pas exigible, il applique la clause de souveraineté inscrite à l'article 17 du règlement Dublin III, selon laquelle un Etat membre peut prendre en charge l'examen de la demande d'asile même si la responsabilité de cet examen incombe à un autre Etat.

Pour rappel :

1. l'exécution du renvoi n'est pas possible lorsque l'étranger ne peut pas être renvoyé dans son pays d'origine en raison d'obstacles matériels et techniques durables, tels que l'absence de moyens de transport assurant la liaison avec le pays de renvoi concerné ou la fermeture des frontières) ;
2. l'exécution du renvoi d'un étranger dans son pays d'origine, de provenance ou dans un Etat tiers n'est pas licite lorsqu'elle est contraire aux engagements internationaux de la Suisse (par exemple principe de non-refoulement) ;
3. l'exécution du renvoi n'est pas raisonnablement exigible si le renvoi ou l'expulsion de l'étranger dans son pays d'origine ou de provenance le met concrètement en danger.

Elle s'applique aux « *réfugiés de la violence* », soit aux étrangers qui ne remplissent pas les conditions d'octroi de la qualité de réfugié parce qu'ils ne sont pas personnellement persécutés, mais qui fuient des situations de guerre, de guerre civile ou de violence généralisée. Elle s'applique aussi aux personnes pour lesquelles un retour les mettrait concrètement en danger pour un motif d'ordre personnel, notamment parce qu'elles ne pourraient plus recevoir les soins médicaux dont elles ont impérativement besoin.

Il serait toutefois erroné de conclure qu'une personne atteinte dans sa santé physique ou mentale et dont la demande d'asile a été rejetée ou a fait l'objet d'une décision fédérale de non entrée en matière ne peut être renvoyée dans son pays d'origine ou transférée vers un Etat Dublin.

En effet, selon la jurisprudence fédérale et celle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), l'exécution d'un renvoi ou d'un transfert n'est inexigible que dans la mesure où les personnes concernées pourraient ne plus recevoir dans leur pays d'accueil les soins essentiels garantissant des conditions minimales d'existence. Par soins essentiels, on entend les soins de médecine générale et d'urgence absolument nécessaires à la garantie de la dignité humaine.

L'inexigibilité de l'exécution d'un renvoi ou d'un transfert prévu à l'article 83, alinéa 4 LEI ne saurait non plus être interprétée comme impliquant un droit de séjour, au motif que les structures hospitalières et le savoir-faire médical dans le pays d'origine de l'intéressé n'atteignent pas le standard existant en Suisse.

Si les soins essentiels nécessaires peuvent être assurés dans le pays d'accueil, l'exécution du renvoi sera raisonnablement exigible. Elle ne le sera plus, si, en raison de l'absence de possibilités de traitement adéquat, l'état de santé de la personne concernée se dégraderait très rapidement au point de conduire d'une manière certaine à la mise en danger concrète de sa vie ou à une atteinte sérieuse, durable et notablement plus grave de son intégrité physique ou psychique.

De même, des tendances suicidaires ne constituent, en principe et sous l'angle légal, pas non plus un obstacle à l'exécution du renvoi, dans la mesure où seule une mise en danger présentant des formes concrètes doit être prise en considération. Le TAF rappelle à cet égard que les troubles de nature suicidaire sont couramment observés chez les personnes confrontées à l'imminence d'un renvoi ou devant faire face à l'incertitude de leur statut en Suisse. Il estime en outre que si une personne devait présenter les risques d'un comportement auto-agressif au moment de l'organisation de son départ, il

appartiendrait à ses thérapeutes de la préparer à la perspective de son retour au pays, respectivement aux autorités chargées de l'exécution du renvoi, de prévoir des mesures concrètes pour en prévenir la réalisation.

Aussi, il convient de faire la distinction entre « l'examen du caractère possible, licite ou raisonnablement exigible de l'exécution d'un renvoi ou d'un transfert » par le SEM, respectivement par le TAF en cas de recours, lequel peut aboutir au prononcé d'une admission provisoire, et « l'évaluation de l'aptitude au transport » par le médecin mandaté par le SEM.

Inscrite dans l'article 18 de l'ordonnance du 12 novembre 2008 relative à l'usage de la contrainte et de mesures policières dans les domaines relevant de la compétence de la Confédération (OLUSC ; RS 364.3), l'évaluation de l'aptitude au transport intervient après l'entrée en force de la décision fédérale de renvoi ou de transfert, par laquelle les autorités compétentes ont estimé l'exécution de ceux-ci raisonnablement exigibles.

Cette procédure consiste en effet à évaluer si une personne faisant l'objet d'une décision de renvoi dans son pays de provenance ou de transfert vers l'Etat Dublin responsable est apte, au moment du départ, à effectuer un voyage en avion et si son état de santé nécessite des besoins spécifiques lors du transport, tels que la présence d'un médecin à bord ou la mise à disposition de médicaments ou d'équipements particuliers.

Les modalités organisationnelles, les responsabilités et les processus liés à l'évaluation de l'aptitude au transport sont définis aux articles 15p et suivants de l'ordonnance du 11 août 1999 sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers (OERE ; RS 142.281). Ils ont été adoptés en tenant compte des positions exprimées par les milieux de la santé concernés, notamment par l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM), la Fédération des médecins suisses (FMH) et la Conférence des médecins pénitentiaires suisses (CMPS). Ils prévoient explicitement que :

- le médecin traitant est tenu de livrer directement au médecin mandaté par le SEM les données médicales relatives à l'état de santé de la personne à renvoyer qui sont indispensables pour exécuter le renvoi (toutes les atteintes à la santé) ou les informations médicales nécessaires pour protéger la personne concernée (par exemple nécessité d'un fauteuil roulant pour embarquer à bord d'un avion) ;
- la décision concernant l'aptitude au transport est du seul ressort du médecin mandaté par le SEM.

À ce jour, c'est l'entreprise prestataire de services OSEARA SA qui est mandatée par le SEM pour procéder à cette évaluation.

Enfin, s'agissant du potentiel conflit d'intérêt relevé par le Tages Anzeiger, sous-entendant que OSEARA SA pourrait être incitée à déclarer les personnes aptes au renvoi, étant ensuite rémunérée pour l'accompagnement médical pendant le vol, le Conseil d'Etat souligne que le SEM a mandaté trois sociétés médicales dans le cadre de l'évaluation de l'aptitude au transport :

- OSEARA SA chargée de l'évaluation de l'aptitude au transport des personnes concernées ;
- Rettungsdienste Nordwestschweiz SA (RDNWS) chargée de l'accompagnement médical du domicile à l'aéroport et à bord du vol jusqu'à l'atterrissage dans le pays d'accueil ;
- JDMT Medical Services SA chargée d'évaluer la qualité des prestations médicales exécutées par les deux sociétés ci-dessus.

Fort de ce qui précède, le Conseil d'état répond comme suit aux questions posées dans l'interpellation.

*1. Quelle procédure exacte l'administration suit-elle pour s'assurer qu'aucun problème de santé ne s'oppose à un renvoi ?*

Pour toute personne frappée d'une décision de renvoi qui refuse un départ volontaire, les collaboratrices et collaborateurs du Service de la population (SPOP) en charge de l'exécution du renvoi adressent un courrier au(x) médecin(s) traitant(s), les priant de remplir un formulaire élaboré par le SEM en collaboration avec la FMH et l'ASSM puis de le retourner exclusivement au médecin évaluateur d'OSEARA SA.

Dans la mesure où l'article 15p, alinéa 4 OERE prévoit que les données médicales pertinentes ne peuvent être transmises que de médecin à médecin, seul le médecin évaluateur d'OSEARA SA qui rend la décision concernant l'aptitude au transport peut traiter ces données. En d'autres termes, ces données médicales ne sont pas censées transiter par le SPOP. Si cela devait néanmoins être le cas, par exemple en cas de remise au SPOP à ses guichets ou par courrier – par la personne concernée, son mandataire ou une association de soutien – de documents contenant des données médicales, le SPOP les transmettrait immédiatement au médecin évaluateur mandaté par le SEM.

Une fois son évaluation terminée, le médecin évaluateur mandaté par le SEM est tenu de transmettre sans délai au SPOP la décision concernant l'aptitude au transport ainsi que toutes les informations nécessaires à l'organisation du départ, à l'exclusion des données médicales de la personne concernée.

Si, à la suite d'une première évaluation, de nouveaux éléments médicaux sont transmis soit directement par un médecin, soit par le SPOP qui les aurait reçus à ses guichets ou par courrier, le médecin évaluateur mandaté par le SEM est tenu de procéder à une nouvelle évaluation.

*2. Au vu des critiques concernant l'entreprise OSEARA SA et des éléments inquiétants rendus publics par les associations, le Conseil d'Etat est-il en mesure d'assurer que l'avis du médecin traitant sera entendu et que toutes les informations pertinentes (état de santé, rendez-vous médicaux planifiés, etc.) sont transmises aux autorités compétentes avant décision, avant exécution du renvoi puis aux autorités étrangères en lien avec le suivi après exécution du renvoi ?*

Dès lors que l'octroi du mandat d'évaluation de l'aptitude au renvoi à OSEARA SA relève de la compétence exclusive des autorités fédérales, le Conseil d'Etat renvoie aux avis du Conseil fédéral des 19 février<sup>1</sup> et 14 mai 2025<sup>2</sup>, en réponse aux interpellations déposées respectivement les 18 décembre 2024 et 6 mars 2025 par Mesdames les Conseillères nationales Samira Marti et Jessica Jaccoud.

Il constate à cet égard que l'examen de l'aptitude au transport s'opère par le médecin évaluateur sur la base des données médicales qui lui sont transmises par le(s) médecin(s) traitant(s), dans le respect des critères d'évaluation du programme soumis en consultation à la FMH, à l'ASSM et la CMPS «*Prestations médicales lors de rapatriements*» qui définit de manière contraignante les exigences d'ordre médical et technique et comprend également des critères d'aptitude au transport fondés sur la liste des contre-indications médicales aux rapatriements sous contrainte par voie aérienne.

Il relève également que l'évaluation médicale de l'aptitude au transport tient aussi compte des prescriptions pertinentes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et du manuel médical de l'Association du transport aérien international (IATA).

*3. Les services cantonaux interviennent-ils en demandant un réexamen lorsque les informations en leur possession (ou en possession de la société qu'ils ont mandatée) confirment qu'un renvoi serait problématique du point de vue de la santé, soit dans l'exécution, soit dans la continuité des soins une fois dans le pays de destination ?*

Le Conseil d'Etat rappelle d'abord que le SPOP n'est pas partie à la procédure d'asile et n'a par conséquent pas systématiquement connaissance de l'état de santé des personnes faisant l'objet d'une décision fédérale de renvoi.

Il relève ensuite qu'en droit suisse, la qualité pour demander le réexamen ou la reconsidération d'une décision initiale appartient à la personne qui a été partie à la procédure initiale ou en a été privée, qui est particulièrement atteinte par la décision attaquée et qui a un intérêt digne de protection. Aussi, les autorités cantonales, que la loi sur l'asile charge d'exécuter les décisions fédérales de renvoi, ne sont pas habilitées à déposer des demandes de réexamen de ces mêmes décisions.

Il appartient ainsi aux personnes concernées ou à leur mandataire de faire usage des moyens prévus par l'ordre juridique pour requérir en tout temps auprès de l'autorité compétente le réexamen d'une décision de renvoi en se fondant sur la survenance de nouveaux éléments médicaux.

<sup>1</sup> Réponse du Conseil fédéral à l'interpellation 24.4415 *Expulsions. Evaluation de l'aptitude au transport par la société Oseara AG* <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20244415>

<sup>2</sup> Réponse du Conseil fédéral à l'interpellation 25.3059 *Renvois vers la Croatie. Quid du respect du suivi médical des personnes renvoyées ?* <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20253059>

En outre, le Conseil d'Etat note que, dans le cadre de l'évaluation de l'aptitude au transport, le législateur fédéral, sous l'impulsion de la FMH et de l'ASSM notamment, est opposé à une transmission aux autorités d'exécution des données médicales concernant une personne à renvoyer.

En effet, conformément à l'article 15q OERE, si le SPOP est tenu de requérir par écrit auprès du ou des médecin(s) traitant(s) les données médicales nécessaires à l'évaluation de l'aptitude au transport, ces données ne sont transmises qu'au médecin évaluateur mandaté par le SEM pour statuer sur cette question. Ce médecin communique ensuite au SPOP sa décision concernant l'aptitude au transport et lui transmet sans délai les informations nécessaires à l'organisation du départ. Il ne s'agit dès lors pas de la transmission d'un diagnostic médical mais d'informations nécessaires à l'exécution du renvoi, à savoir des données relatives aux aides au départ (fauteuil roulant ou autres), aux médicaments ou à d'autres mesures d'accompagnement indispensables à la réalisation du renvoi.

Lorsque, nonobstant la procédure prévue ci-dessus, le SPOP reçoit par courrier ou à ses guichets une attestation médicale, les personnes concernées sont toujours informées de la nécessité de la transmettre au SEM, s'ils entendent déposer une demande de réexamen de la décision fédérale de renvoi. En outre, cette attestation est également toujours adressée à OSEARA SA dans le cadre de la procédure d'évaluation de l'aptitude au transport par la Confédération.

Enfin, il est relevé que dans le cadre de l'exécution des renvois sous la contrainte, le SPOP annonce au médecin cantonal la liste des personnes/familles pour qui un renvoi sous contrainte est prévu prochainement ou en cours de préparation. Sur la base de cette liste, le médecin cantonal vérifie avec les professionnels de la santé si, parmi les personnes concernées, il existe des faits médicaux nouveaux qui peuvent nuire gravement à sa santé en cas de recours à la contrainte dans l'exécution du renvoi.

Lorsque le médecin cantonal considère que l'état de santé de la personne/famille s'oppose au recours à la contrainte dans l'exécution du renvoi, respectivement que des mesures particulières devraient être prises en cas de recours à la contrainte, le médecin cantonal le signale au SPOP qui transmet ce signalement à la POLCANT et au SEM.

Si le médecin cantonal considère qu'il y a des faits médicaux nouveaux qui sont susceptibles d'impacter l'aptitude au transport, il le signale au SPOP qui transmet ceux-ci à OSEARA SA afin de déterminer si une nouvelle évaluation de l'aptitude au transport est nécessaire ou pas.

#### *4. Le Conseil d'Etat peut-il indiquer le nombre de renvois nocturnes effectués ces cinq dernières années et le nombre de situations ayant concerné des enfants de moins de 16 ans ?*

Le Conseil d'Etat tient tout d'abord à souligner que le Canton de Vaud privilégie toutes les mesures visant à un départ autonome contrôlé des personnes ayant l'obligation légale de quitter la Suisse. S'agissant du transfert des personnes concernées par les accords de Dublin, le Conseil d'Etat a mandaté, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Service social international Suisse (SSI), organisation non gouvernementale (ONG) de droit suisse, affiliée au réseau du Service Social International, afin de les orienter et de les renseigner au mieux sur les modalités de prise en charge dont elles peuvent bénéficier dans l'Etat européen d'accueil.

Toutefois, si les personnes concernées refusent catégoriquement de se soumettre à la décision fédérale de renvoi dont elles font l'objet et d'envisager un retour de manière autonome et volontaire dans leur pays de provenance ou vers l'Etat Dublin responsable de traiter leur demande d'asile, les autorités cantonales n'ont pas d'autres options que de procéder au renvoi sous la contrainte.

Le Conseil d'Etat précise qu'en cas d'exécution d'un renvoi sous la contrainte, une perquisition doit être ordonnée par le Tribunal des mesures de contrainte (TMC) sur requête du SPOP, afin que les forces de police soient autorisées à pénétrer dans le domicile des personnes concernées. Conformément à l'article 32 de la loi du 18 décembre 2007 d'application dans le Canton de Vaud de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LVLEI ; BLV 142.11), les perquisitions ne peuvent intervenir entre 20 heures et 6 heures, le dimanche ainsi que les jours fériés, sauf si les contraintes horaires d'un renvoi l'imposent.

Les dérogations à ce principe font l'objet d'une décision spécifique du Conseil d'Etat pour chaque renvoi ou transfert impliquant un ou des mineurs. Elles ont été rendues nécessaires dans le cadre des transferts Dublin, en particulier par les contraintes liées à l'horaire de départ de vols à destination de la Croatie depuis l'aéroport de Zurich, qui ont appelé à une intervention de la police avant 6h du matin.

Il convient d'ailleurs de relever que la Cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine (DEIEP) est intervenue à plusieurs reprises auprès du SEM ainsi qu'auprès de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) afin d'obtenir de la part des autorités fédérales des horaires de départ moins matinaux.

Le nombre total de renvois ou de transferts réalisés impliquant des mineurs dont l'exécution a nécessité l'intervention de la police entre 4h30 et 6 heures ces cinq dernières années s'élève à 14. Aucune intervention de la police n'a été nécessaire avant 4 h 30.

*5. Existe-t-il une coordination avec les autorités du pays de destination, notamment la Croatie, pour garantir la continuité des soins nécessaires ?*

Dès lors que les Etats parties aux accords de Dublin sont des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange, le SEM et le TAF partent du principe que les problématiques médicales peuvent, en principe, y être traitées de manière uniforme. En outre, en vertu de la directive (UE) 2024/1346 établissant des normes pour l'accueil, ces Etats sont tenus de fournir aux requérants d'asile l'accès aux soins médicaux nécessaires comportant au minimum les soins urgents ainsi que le traitement essentiel des maladies et troubles mentaux graves. Lors de l'organisation du transfert à destination de ces Etats, et avant que le transfert n'ait lieu, le SEM informe les autorités compétentes de l'Etat Dublin responsable, en se fondant notamment sur les éléments qui ressortent de l'évaluation d'OSEARA SA, de l'état de santé et des traitements médicaux ou des mesures médicales nécessaires, conformément au règlement Dublin.

*6. Le Conseil d'Etat a-t-il interpellé la Confédération au sujet des risques sanitaires liés aux renvois Dublin, en particulier vers des pays où l'accès aux soins est limité ?*

La Cheffe du DEIEP s'est entretenue personnellement au début du mois de mars 2023 avec la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, alors cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP), afin d'obtenir des garanties sur les conditions d'hébergement et d'assistance des personnes transférées vers la Croatie.

Il en est ressorti que « *ni le SEM, ni le TAF ne partent du principe que le système d'asile croate présente des faiblesses systémiques* ». Par ailleurs, dans son arrêt de référence E-1488/2020 du 22 mars 2023, depuis lors confirmé et actualisé à de réitérées reprises (dernier en date, l'arrêt D-1497/2023 du 18 juillet 2025), le TAF parvient à la conclusion que les personnes transférées en Croatie sur la base du règlement Dublin ont accès à la procédure d'asile et aux prestations en matière d'accueil, y compris les soins médicaux.

En effet, les personnes qui sont transférées de la Suisse vers la Croatie dans le cadre de la procédure Dublin sont acheminées légalement et sans exception à Zagreb. Selon les informations des autorités fédérales, ces personnes ont accès en Croatie à une procédure d'asile et de retour conforme à l'Etat de droit. Cette appréciation des autorités fédérales se fonde sur différentes sources, y compris sur des clarifications obtenues auprès d'institutions gouvernementales et d'organisations non gouvernementales croates.

La cheffe du DFJP a en outre rencontré, en date du 8 juin 2023 au Luxembourg, en marge de la réunion des ministres de l'intérieur des Etats UE/Schengen, le ministre croate de l'Intérieur, auprès duquel elle s'est enquis de la situation en matière d'asile et de migration en Croatie. Elle lui a également communiqué que la Suisse était disposée à contribuer au renforcement des infrastructures pour migrants ainsi que des procédures d'asile en Croatie.

Les 13 et 14 juillet 2023, la secrétaire d'Etat aux migrations, Christine Schraner Burgener s'est rendue à Zagreb. Elle y a rencontré son homologue croate dans le cadre d'un entretien au terme duquel elle a confirmé la pratique actuelle du SEM en matière de transferts ainsi que la poursuite et le développement du soutien financier de la Confédération par le biais du fonds d'intervention rapide (Rapid response fund, RRF) afin de renforcer les capacités des structures migratoires en Croatie.

Le Conseil d'Etat relève également qu'à ce jour, ni le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) n'a émis de recommandations justifiant un changement de pratique, ni la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ne contient un arrêt allant dans ce sens. Le Conseil d'Etat n'a pas non plus connaissance d'une suspension générale des transferts vers la Croatie par un autre Etat partie aux accords de Dublin.

Enfin, le Service social international Suisse (SSI), mandaté par le Canton de Vaud, dans son rapport sur l'accueil en Croatie de mai 2023, ne recommande à aucun moment un moratoire sur les transferts

vers Zagreb. Il précise en outre que « *les violences policières, dont pratiquement tous les DA (demandeurs d'asile) font état lors de leur premier passage en Croatie, ne sont pas constatées lors des retours en application du règlement Dublin.* ».

En dépit de ce qui précède, la question des transferts vers la Croatie demeure un sujet de discussion récurrent entre la cheffe du DEIEP et les autorités fédérales, en particulier avec le conseiller fédéral Beat Jans, actuel chef du DFJP. Toutefois, aucune évolution notable de la position des autorités fédérales n'est à relever.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat renvoie à la réponse à la question 5.

*7. Envisage-t-il de demander la suspension des renvois vers des pays où il est impossible de garantir un accès adéquat aux soins médicaux et psychologiques ?*

Comme le Conseil d'Etat l'a rappelé ci-dessus, en droit d'asile, l'accès aux soins médicaux en cas d'atteinte physique ou psychique est évalué dans le cadre de l'examen de la licéité et de l'exigibilité d'un renvoi ou d'un transfert, examen qui relève de la seule compétence des autorités fédérales. En tant qu'autorité d'exécution, les autorités cantonales ne sont pas habilitées à remettre en question une décision fédérale fondée en droit et contrôlée par un tribunal. Une telle remise en question reviendrait à contrevenir aux principes mêmes de l'Etat de droit.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 26 novembre 2025.

La présidente :

Le chancelier :

*C. Luisier Brodard*

*M. Staffoni*